

Exercice bilatéral Gabon/Congo pour tester la communication en cas de déversement transfrontalier d'hydrocarbures – Rapport du Gabon

Libreville, Gabon et Pointe-Noire, Congo
14 – 15 septembre 2015

Global Initiative for Western, Central and Southern Africa

Introduction P.5

Objectifs P.6

Activités P.7

Recommandations P.9

Organisé par la Direction
Générale de l'Environnement et
de la Protection de la Nature
(Gabon) et le Ministère Délégué
chargé de la Marine Marchande
(République du Congo)



NOTE

This document has been prepared within the framework of the Global Initiative for West, Central and Southern Africa as a contribution to the implementation of the biennial action envisaged for this Initiative. The designations employed and the presentation of the material in this document do not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of the IMO or IPIECA concerning the legal status of any State, Territory, city or area, or of its authorities, or concerning the delimitation of its frontiers or boundaries.

This document can be downloaded from www.giwacaf.org and for bibliographic purposes should be cited as follows:

IMO/IPIECA. 2015. Report of the Exercice bilatéral Gabon/Congo pour tester la communication en cas de déversement transfrontalier d'hydrocarbures. Rapport du Gabon. 26 Pages.



Executive summary

The Bilateral exercise between Gabon and Congo to test communication in case of a trans-boundary oil spill was organised in Libreville, Gabon at the *Hotel Le Boulevard*, from 14 to 15 September 2015. It gathered delegates from different ministries and agencies as well as representatives from the private sector.

The event was hosted by the *Direction Générale de l'Environnement et de la Protection de la Nature* of the Republic of Gabon within the framework of the GI WACAF Project. The workshop was supported by the International Maritime Organization (IMO) and IPIECA, the global oil and gas association for environmental and social issues.

Around 75 participants attended the exercise in Gabon, coming from various ministries and governmental agencies. Representatives from the industry and the private sector also attended the event. A list of participants is attached to this report (see Annex 2).

The purpose of the bilateral exercise was to facilitate productive discussion and promote agreements between Gabon and Congo on topics such as mutual aid and cross-jurisdictional support. The overall objectives for this exercise were:

- To establish lines of communication between Gabon and Congo in the case of a trans-boundary oil spill incident as well as test and practice communication procedures;
- To test the National Oil Spill Contingency Plans (NOSCP) of the respective countries in the case of a trans-boundary oil spill incident;
- To test different mechanisms for requests for assistance and allocation of international resources.

The main recommendations from the exercise included the following:

- Establish a communication protocol with Congo and other countries of the region;
- Organise regular table-top and deployment exercises;
- Identify Focal Points in relevant Ministries and agencies as well as available expertise and equipment in the country.

For a full list of recommendations, see page 11.

The active participation and the expertise of all delegates were greatly appreciated and were key to the success of this exercise.



Sommaire

EXECUTIVE SUMMARY	3
1. PRESENTATION DU PROJET GI WACAF.....	5
2. INTRODUCTION	6
3. OBJECTIFS DE L'ATELIER.....	6
4. PROGRAMME DE L'ATELIER.....	6
5. LIEU, DATES ET PARTICIPANTS.....	7
6. ACTIVITES ET PRESENTATIONS.....	7
7. RECOMMANDATIONS.....	10
ANNEXE 1 - PROGRAMME.....	13
ANNEXE 2 – LISTE DES PARTICIPANTS	18
ANNEXE 3 – DISCOURS D'OUVERTURE DE LA REPRESENTANTE DE L'OMI	23
ANNEXE 4 – QUESTIONNAIRE D'EVALUATION	24
ANNEXE 5 – PHOTOS.....	26



1. Présentation du Projet GI WACAF

L'Initiative Mondiale pour l'Afrique Occidentale, Centrale et Australe (GI WACAF) est un partenariat entre l'Organisation Maritime Internationale (OMI) et IPIECA, l'association mondiale d'études des questions environnementales et sociales du secteur pétrolier, dont l'objectif est de renforcer la capacité des pays à se préparer et à répondre aux déversements d'hydrocarbure.

Une des caractéristiques innovantes est de promouvoir le développement de partenariats public/privé pour une réponse efficace aux déversements d'hydrocarbures faisant usage de l'expertise et des ressources existantes au niveau de l'industrie.

La mission du GI WACAF est de renforcer la capacité nationale de lutte contre les pollutions aux hydrocarbures dans 22 pays d'Afrique Occidentale, Centrale et Australe par la mise en place de partenariats locaux entre les industries pétrolières et les autorités responsables de la préparation et de la lutte contre les déversements d'hydrocarbures au niveau national.

Le Projet GI WACAF est un programme conjointement financé par l'OMI et par neuf compagnies pétrolières membres du projet (BP, Chevron, ConocoPhillips, ENI, Exxon Mobil, Marathon, PERENCO, Shell et Total) par l'intermédiaire de l'IPIECA.



Le cadre d'activité est l'organisation d'ateliers, formations, séminaires et exercices de déploiement avec les autorités chargées de la lutte contre les déversements d'hydrocarbures au niveau national, en partenariat avec des entreprises locales.

Le Projet GI WACAF est basé sur un système de gestion efficace qui établit six objectifs et indicateurs clés de performance pour renforcer les capacités des pays à se préparer et à lutter contre les pollutions par hydrocarbures. Ces objectifs couvrent les aspects de la convention OPRC 90 :

- **Objectif 1. Législation** : Promouvoir la ratification des conventions OPRC 90, CLC 92 et Fonds 92.
- **Objectif 2. Plan National d'Intervention d'Urgence** : Promouvoir le développement des plans nationaux d'intervention d'urgence contre les pollutions marines accidentelles (incluant : cartes de vulnérabilité, études de risques, politique d'utilisation des dispersants et système de gestion de crise).
- **Objectif 3. Autorité nationale désignée** : Clarifier les rôles et responsabilités de chacun pour la préparation et la lutte.
- **Objectif 4. Accords régionaux de coopération et d'assistance** : Promouvoir la coopération et l'assistance mutuelle en cas d'incident.
- **Objectif 5. Formation et exercice dans le pays** : Assurer régulièrement des formations et exercices dans chaque pays.
- **Objectif 6. Moyens du pays** : Soutenir les pays pour le développement de leurs capacités de lutte.



2. Introduction

Lors de la Conférence Régionale du Projet GI WACAF organisée en Namibie en novembre 2013, les points focaux gouvernementaux ainsi que les représentants de l'industrie ont identifié les questions transfrontalières comme sujet prioritaire pour le programme de travail 2014-2015.

L'exercice bilatéral entre le Gabon et le Congo constitue la seconde activité de ce type dans la région d'Afrique de l'Ouest et Centrale, après un premier exercice entre le Cameroun et le Nigéria en mars 2015. Il représente une étape majeure pour le Projet et pour les capacités de réponse des pays de la région en cas de déversement accidentel d'hydrocarbures.

3. Objectifs de l'atelier

Le but de cet exercice bilatéral était de faciliter les échanges productifs et de promouvoir des accords de coopération entre le Gabon et le Congo sur des sujets tels que l'aide mutuelle et la coopération entre les administrations des deux pays.

Les objectifs principaux de l'exercice étaient :

- Etablir les canaux de communication entre le Gabon et le Congo en cas de déversement accidentel d'hydrocarbures transfrontalier et tester les procédures relatives à la communication;
- Tester les Plans Nationaux d'Intervention d'Urgence (PNIU) des deux pays en cas d'un déversement accidentel transfrontalier;
- Tester les différents mécanismes de demande d'assistance et d'allocation des ressources internationales.

4. Programme de l'atelier

L'atelier a eu lieu durant 2 jours. Le programme est disponible en Annexe 1 de ce rapport.

- **Lundi 14 septembre 2015**
 - Exercice d'alerte des membres de la cellule de crise
 - Cérémonie d'ouverture et introduction de l'exercice
 - Retour sur les recommandations de l'exercice de 2012
 - Présentation du Plan National d'Urgence du Gabon (PUNG)
 - Objectifs et directives pour l'exercice bilatéral
- **Mardi 15 septembre 2015**
 - Exercice bilatéral Gabon/Congo
 - Débriefing et formulation de recommandations



5. Lieu, dates et participants

L'atelier s'est tenu à l'Hôtel Boulevard, à Libreville, Gabon du 14 au 15 septembre 2015, et a rassemblé environ 30 participants.

Cet exercice bilatéral a rassemblé les principaux acteurs clefs en charge de la prévention, la lutte et la coopération en cas de déversement d'hydrocarbures. Les participants provenaient des différents ministères et agences gouvernementales impliquées dans la préparation et la réponse aux pollutions marines :

- Direction Générale de l'Environnement et de la Protection de la Nature
- Marine Nationale
- Centre National des Données et de l'Information de Recherche Scientifique – Centre National de Recherche Scientifique
- Agence Nationale des Parcs Nationaux
- Office des Ports et Rades du Gaon
- Forces de Police Nationale
- Direction Générale des Douanes
- Direction Générale de la Protection Civile
- Ministère des Affaires étrangères
- Direction Générale des Hydrocarbures
- Direction Générale du Droit de la Mer
- Direction Générale de la Communication
- Direction Générale de la Documentation et de l'Immigration
- Direction Générale des Pêches et de l'Aquaculture
- Direction Générale des Ecosystèmes Aquatiques
- Centre National Anti-Pollution
- Gabon Bleu / WCS
- Brainforest

Il est à noter que des participants représentant l'industrie pétrolière étaient également présents :

- Maurel et Prom
- Perenco
- Total Gabon
- Vaalco

Les experts invités à animer cette activité étaient :

- Monsieur Prosperre Dzali au Congo
- Monsieur Stéphane Grenon (Triox Urgences Environnementales) au Gabon

6. Activités et présentations

L'atelier devait débuter par un exercice d'alerte des membres de la cellule de crise le lundi 14 septembre 2015 à 8 heures du matin. Cependant, tous les participants étaient déjà sur place au lieu de l'atelier avant 8 heures. Il a donc été impossible de tester la procédure d'alerte du Gabon avec cet exercice.

6.1. Cérémonie d'ouverture

La cérémonie d'ouverture s'est déroulée le lundi 14 septembre 2015 suivant l'ordre ci-dessous :

- Mot de bienvenue du Directeur Général de l'Environnement et de la Protection de la Nature;
- Discours de la représentante de l'OMI, Chloé Blais (voir Annexe 3);



- Présentation du Projet GI WACAF, Chloé Blais, Consultante pour le Projet GI WACAF.

Madame Blais a présenté les objectifs et les activités du Projet ainsi que les évolutions futures du programme de travail. Elle a également insisté sur l'étape majeure que constitue cet exercice bilatéral entre le Gabon et le Congo dans la préparation à la lutte des deux pays.

6.2. Présentations de l'atelier

JOUR 1 Lundi 14 septembre 2015

Session 1: Introduction de l'atelier

M. Stéphane Grenon, Consultant OMI

Le consultant a présenté la configuration de l'exercice au Gabon et au Congo ainsi que le programme de travail durant les deux jours.

Session 2: Présentation du Plan d'Urgence National du Gabon (PUNG) et de l'exercice du Plan d'Urgence National de 2012

M. Louis Léandre Ebobola Tsibah, Directeur Général de l'Environnement et de la Protection de la Nature

La présentation a permis aux participants de se familiariser avec le contenu du PUNG en cas de déversement accidentel d'hydrocarbures au Gabon. La composition ainsi que les rôles et responsabilités des différentes sous-cellules au sein de la cellule de crise ont été discutés lors de cette présentation. Le Directeur Général a également présenté le déroulement et les conclusions d'un exercice de déploiement organisé en 2012 dans le cadre du Projet GI WACAF.

Session 3: Objectifs et directives de l'Exercice bilatéral

M. Stéphane Grenon, Consultant OMI

Le consultant a présenté le but de l'exercice bilatéral. Les objectifs détaillés et les défis potentiels ont été soulignés :

- Établir les lignes de communication entre les deux cellules de gestion de crise ;
- Tester et pratiquer les procédures de communication entre les deux pays ;
- Tester les Plan Nationaux d'Intervention en cas de déversements accidentels d'hydrocarbures des deux pays ;
- Tester les différentes procédures de demande d'assistance internationale et d'aide mutuelle.

M. Grenon a ensuite brièvement présenté le scénario, les différents intervenants et le déroulement de la journée.

Le consultant a rappelé que les exercices constituaient une opportunité d'apprentissage et ne visaient pas à évaluer les performances individuelles des membres de la cellule nationale de gestion de crise. Les règles de base de l'exercice (informations disponibles, conditions météorologiques fictives, absence de déploiement etc.) et les attentes envers les participants ont ensuite été



présentées. Enfin, M. Grenon a annoncé qu'un débriefing serait organisé, suivi de la formulation de recommandations intégrées au rapport final.

Session 5: Aspects déterminants dans la gestion des incidents transfrontaliers

M. Stéphane Grenon, Consultant OMI

M. Grenon a rappelé l'importance de mettre en place des accords de collaboration transfrontaliers avec les pays voisins. Il a également discuté des considérations importantes à prendre en compte lors de l'élaboration de ces accords de même que lors de la gestion d'incidents transfrontaliers.

Session 6: Briefing des contrôleurs et des roleplayers de l'Exercice bilatéral

M. Stéphane Grenon, Consultant OMI

M. Grenon a fourni à chaque contrôleur un manuel d'exercice comprenant le scénario et les différentes informations nécessaires à la tenue de l'exercice. Le scénario a ensuite été détaillé et le rôle de chaque personne a été expliqué.

JOUR 2 Mardi 15 septembre 2015

La seconde journée a été consacrée à l'exercice bilatéral, suivi d'une session de débriefing et de la formulation de recommandations.

Session 7: Exercice bilatéral Gabon/Congo

Tous les participants

Les membres de la cellule de crise se sont réunis entre 8 heures 30 et 9 heures.

L'exercice a débuté au Congo. Le scénario simulait un déversement d'hydrocarbures dû à une collision entre un tanker en provenance d'un champ pétrolier au Congo et un cargo au large de la côte congolaise. Le déversement, estimé à 10 000 barils de pétrole brut, menaçait les côtes du Congo et du Gabon. Les deux organisations nationales devaient alors mettre en place une stratégie de réponse mais aussi une communication régulière pour partager les informations disponibles et coordonner leurs efforts. Pendant environ 3 heures, la cellule nationale de gestion de crise du Gabon a dû rechercher les informations nécessaires, en se mettant notamment en contact avec les autorités du Congo, pour préparer une réponse appropriée au déversement.

Session 8: Débriefing de l'Exercice bilatéral

Tous les participants

Dans chaque sous-cellule, les participants ont réfléchi aux points positifs et aux pistes d'amélioration qu'ils ont pu observer durant le déroulement de l'exercice. Ces observations ont ensuite été rapportées en session plénière.



Session 9: Adoption des recommandations de l'Exercice bilatéral

Tous les participants

A la suite des restitutions des différents groupes, des formulations tirées de l'exercice bilatéral ont été formulées (voir la section 7 « Recommandations »).

6.3. Cérémonie de clôture

Après la formulation des recommandations, M. Louis Léandre Ebobola Tsibah a remercié les délégués pour leur participation et a appelé les différentes administrations du Gabon à continuer à travailler en coopération. Il a ensuite clôturé l'activité.

7. Recommandations

A l'issue d'une session plénière, des recommandations concrètes visant à l'amélioration du Plan d'Urgence National du Gabon et du système de gestion d'incident ont été dégagées par les participants de l'atelier.

En premier lieu, les membres de chacune des cellules composant la cellule de crise ont formulés les recommandations suivantes:

Cellule Administration et Finances	
Points Positifs	<ul style="list-style-type: none"> – Les membres connaissent leur rôle au sein de la cellule – Expertise de chacun – Disponibilité des informations en temps réel – Informations reçues de la cellule logistique pour budgétiser la réponse
Problèmes rencontrés	<ul style="list-style-type: none"> – Éléments importants reçus très tard – Manque de détails sur le matériel disponible – Problème de communication avec la cellule logistique – Absence d'expert juridique et financier dans la cellule – Pas d'informations sur le FIPOL
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> – Avoir ordinateurs et connexion internet pour récupérer des informations – Signer un accord entre l'État et l'UPEGA relatif au matériel de lutte – Créer une base de données du matériel disponible dans chaque administration – Répertoire les points focaux dans chaque administration
Cellule Logistique	
Points Positifs	<ul style="list-style-type: none"> – Contact avec l'UPEGA – Informations bien diffusées lors de la crise – Contribution de chaque membre dans la cellule
Problèmes rencontrés	<ul style="list-style-type: none"> – Refus de communiquer le matériel disponible par la base navale de Mayumba – Absence de liste de fournisseurs – Support uniquement disponible en anglais (pour les produits et le matériel) – Demandes imprécises de la part des autres cellules – Interlocuteurs autres que le responsable de cellule – Absence de moyens de communication (téléphone, internet) – Absence de cartes
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> – Etablir une liste des fournisseurs – Avoir la documentation en français – Formaliser les supports de communication interne (demandes)

Cellule Opérations	
Points Positifs	<ul style="list-style-type: none"> – Utilisation de fiches pour communiquer avec les autres cellules – Prise de décision consensuelle – Informations diffusées de manière uniforme parmi les membres
Problèmes rencontrés	<ul style="list-style-type: none"> – Retard dans la diffusion d'informations – Absence de certaines entités qui devraient être membres de la cellule – Chevauchements de responsabilités entre les cellules
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> – Mettre en place de fiches pour une communication formelle et écrite – Mieux valider les informations communiquées – Utiliser des logiciels de modélisation de l'évolution de la nappe – Etablir un log par cellule et partager des informations à intervalles réguliers – Prévoir des exercices nationaux de manière régulière – Identifier les Points Focaux dans les différentes administrations
Cellule Planification	
Points Positifs	<ul style="list-style-type: none"> – Échange entre différentes cellules positives, sur support papier – Échange entre le responsable de cellule et le commandement – Identification des priorités
Problèmes rencontrés	<ul style="list-style-type: none"> – Disponibilités de cartes
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> – Utiliser des logiciels de simulation – Développer un atlas de sensibilité – Etablir une base de données de l'expertise nationale – Mieux connaître les procédures administratives – Renforcer le niveau d'information
Cellule Communication	
Points Positifs	<ul style="list-style-type: none"> – Interaction avec l'ensemble des cellules – Hiérarchisation des informations – Parfaite circulation de l'information au sein de la cellule – Bonne participation des membres
Problèmes rencontrés	<ul style="list-style-type: none"> – Manque de préparation de certains intervenants – Absence de moyens de communication
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> – Simplifier les termes techniques pour le grand public – Informer et préparer la presse sur la simulation – Mettre à disposition ordinateurs, téléphones et véhicules
État Major de Crise	
Points Positifs	<ul style="list-style-type: none"> – Promptitude de la diffusion de l'information par le Congo – Bonne communication entre membres et partenaires
Problèmes rencontrés	<ul style="list-style-type: none"> – Incohérence entre informations reçues par téléphone et par email: impact sur la stratégie – Transmission tardive des informations – Insuffisance de données techniques – Difficultés d'établir la communication avec le Congo (problème d'adresse email, de réseau) – Remontée tardive de l'information
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> – Améliorer l'efficacité des réunions (instructions etc.) – Etablir un protocole fiable de communication
Contrôleurs de l'Exercice	
Points Positifs	<ul style="list-style-type: none"> – Regroupement en cellules – Participation de nombreuses administrations et expertise pertinente – Intégration des représentants de l'industrie pétrolière – Cartographie de sensibilités disponibles – Réunion entre le commandement et les responsables de cellule – Mise à jour des informations reçues par le commandement aux différentes cellules – Disponibilité du coordinateur national: différents enjeux bien intégrés

	<ul style="list-style-type: none">– Evolution de la gestion au fur et à mesure de l'exercice: de plus en plus d'interactions etc.
Problèmes rencontrés	<ul style="list-style-type: none">– Répartir les tâches au sein des cellules pour améliorer l'efficacité– Déléguer les rôles au sein du commandement; mettre en place des mécanismes pour accompagner les décideurs– Etablir des protocoles formels de communication entre cellules et entre commandement et cellules– Manque de communication entre le commandement et les cellules pouvant créer des redondances– Problèmes de communication avec le Congo: identifier les interlocuteurs, valider les coordonnées, donner des coordonnées alternatives– Mécanisme de validation de l'envoi de documents et d'informations– Développer et mettre à jour les fiches réflexes des cellules

Par la suite, les recommandations suivantes ont été approuvées par l'ensemble des participants lors de la session plénière suite à l'exercice bilatéral entre le Gabon et le Congo du 15 septembre 2015 :

1. Entente transfrontalière

- a. Encourager le développement d'un protocole de communication avec les pays voisins pour faciliter la communication en cas de crise.

2. Organisation du PUNG

- a. Officialiser la désignation du Coordinateur national du PUNG et l'accompagner d'une ligne budgétaire dédiée;
- b. Identifier les Points Focaux dans chaque administration ainsi que les moyens et l'expertise disponible;
- c. Établir un accord d'entente mutuelle avec l'Union Pétrolière Gabonaise (UPEGA) concernant la mise à disposition du matériel de lutte.

3. Outils au sein de la cellule de crise

- a. Assurer la disponibilité de cartes de sensibilités (se mettre en relation avec le Projet Gabon Bleu);
- b. Améliorer les fiches réflexes des cellules;
 - i. pour identifier la composition des cellules
 - ii. pour identifier les rôles et missions des membres et des cellules elles-mêmes
- c. Développer les fiches de transmission d'information entre les cellules et entre les cellules et l'Etat-Major de crise;
- d. S'assurer d'avoir du matériel de communication à disposition (téléphones, ordinateur, fax, internet etc.)

4. Formation et exercice

- a. Renforcer les capacités par la formation et la tenue d'exercices réguliers au niveau national.

Annexe 1 - Programme



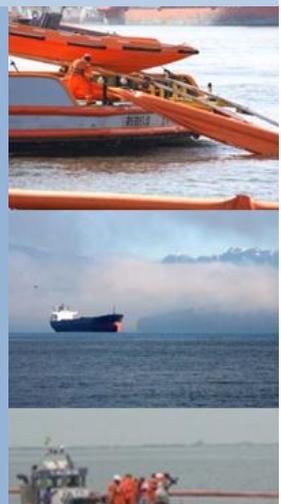
P
R
O
G
R
A
M
M
E

Exercice bilatéral pour tester la communication en cas de déversement transfrontalier d'hydrocarbures

Libreville, Gabon et Pointe-Noire, Congo
14 – 15 septembre 2015

Global Initiative for Western, Central and Southern Africa

Organisé par la Direction Générale de l'Environnement (Gabon) et le Ministère Délégué chargé de la Marine Marchande (République du Congo)



Le Projet GI WACAF

L'Initiative Mondiale pour l'Afrique Occidentale, Centrale et Australe (GI WACAF) est un partenariat entre l'Organisation Maritime Internationale (OMI) et l'IPIECA, l'association mondiale d'études des questions environnementales et sociales du secteur pétrolier, dont l'objectif est de renforcer la capacité des pays à se préparer et à répondre aux déversements d'hydrocarbures.

Une des caractéristiques innovantes est de promouvoir le développement de partenariat public/privé pour une réponse efficace aux déversements d'hydrocarbures faisant usage de l'expertise et des ressources existantes au niveau de l'industrie.

La mission du GI WACAF est de renforcer la capacité nationale de lutte contre les pollutions aux hydrocarbures dans 22 pays d'Afrique Occidentale, Centrale et Australe par la mise en place de partenariats locaux entre les industries pétrolières et les autorités responsables de la préparation et de la lutte contre les déversements d'hydrocarbures au niveau national.

Le Projet GI WACAF est un programme conjointement financé par l'OMI et par neuf compagnies pétrolières membres du projet (BP, Chevron, ConocoPhillips, ENI, ExxonMobil, Marathon, PERENCO, Shell et Total) par l'intermédiaire de l'IPIECA.



Le cadre d'activité est l'organisation d'ateliers, formations, séminaires et exercices de déploiement avec les autorités chargées de la lutte contre les déversements d'hydrocarbures au niveau national, en partenariat avec des entreprises locales.

Le GI WACAF est basé sur un système de gestion efficace qui établit six objectifs et indicateurs clés de performance pour renforcer les capacités des pays à se préparer et à lutter contre les pollutions par hydrocarbures. Ces objectifs couvrent les aspects de la convention d'OPRC 90 :

- **Objectif 1. Législation** : Promouvoir la ratification des conventions OPRC 90, CRC 92 et Fonds 92.
- **Objectif 2. Plan National d'Intervention d'Urgence** : Promouvoir le développement des plans nationaux d'intervention d'urgence contre les pollutions marines accidentelles (incluant : cartes de vulnérabilité, études de risques, politique d'emploi des dispersants et système de gestion de crise).
- **Objectif 3. Autorité nationale désignée** : Clarifier les rôles et responsabilités de chacun pour la préparation et la lutte.
- **Objectif 4. Accords régionaux de coopération et d'assistance** : Promouvoir la coopération et l'assistance mutuelle en cas d'incident.
- **Objectif 5. Formation et exercice dans le pays** : Assurer régulièrement des formations et exercices dans chaque pays.

- **Objectif 6. Moyens du pays** : Soutenir les pays pour le développement de leurs capacités de lutte.

Dates et lieux

L'exercice aura lieu les 14 et 15 septembre 2015 simultanément au :

- A l'Hôtel Boulevard, Libreville, Gabon
- A l'Hôtel AZUR, Pointe-Noire, République du Congo

Objectifs de l'atelier

L'objectif principal de cet atelier est de tester les moyens de communication entre les agences gouvernementales en charge de la préparation et de la réponse dans la lutte contre les pollutions aux hydrocarbures.

Contacts

Anton Rhodes, IMO / IPIECA – Chef du Projet GI WACAF

Tel: +44 (0)20 7725 7205 / Portable: +44 (0)77 3899 3689

Email: anton.rhodes@ipieca.org

Chloé Blais, IMO / IPIECA – Coordinatrice du Projet GI WACAF

International Maritime Organization, 4 Albert Embankment, London SE1 7SR, United Kingdom

Tel: +44 (0)20 7463 4063 / Portable: +44 (0)75 8503 8529 / Fax: +44 (0)20 7587 3210

Email: cblais@imo.org



	CONGO		GABON	
	ACTIVITES	RESPONSABLE	ACTIVITES	RESPONSABLE
14 septembre 2015				
08:00 - 10:00	Exercice d'Alerte (tous les membres de l'État-Major de Crise sont appelés et mobilisés dans le Centre de Commandement)	Préfet de Pointe Noire	Exercice d'Alerte (tous les membres de l'État-Major de Crise sont appelés et mobilisés dans le Centre de Commandement)	Comité Ministériel de Crise (CMC)
10:00 - 10:30	Pause-Café		Pause-Café	
10:30 - 11:00	Mot de bienvenue du DIGEMAR	DIGEMAR	Mot de bienvenue du CMC	CMC
	Mot d'introduction de GI WACAF	Chloe Blais (GI WACAF)	Mot d'Introduction de GI WACAF	Anton Rhodes (GI WACAF)
	Allocution d'ouverture du Préfet du Département de Pointe-Noire	Préfet de Pointe-Noire	Allocution d'ouverture du Chef du Gouvernement	Chef du Gouvernement
	Présentation du Programme de l'Atelier	Prosperre Dzali (Consultant OMI)	Présentation du Programme de l'Atelier	Stephane Grenon (Consultant OMI)
11:00 - 11:30	Rappel des conclusions et recommandations faites à la suite de l'exercice national de 2011	DIGEMAR	Rappel des conclusions et recommandations faites à la suite de l'exercice national de 2012	DGEPN et/ou Coordinateur National
11:30 - 12:00	Présentation du Plan National d'Intervention d'Urgence (PNIU)	DIGEMAR	Présentation du Plan d'Urgence National du Gabon (PUNG)	DGEPN et/ou Coordinateur National
12:00 - 14:00	Pause Déjeuner		Pause Déjeuner	
14:00 - 15:00	Objectifs et Directives de l'Exercice Bilatéral Congo-Gabon: Règles du jeu	Prosperre Dzali (Consultant OMI)	Objectifs et Directives de l'Exercice Bilatéral Congo-Gabon: Règles du jeu	Stephane Grenon (Consultant OMI)
15:00 - 15:30	Aspects déterminants dans la gestion des incidents transfrontaliers	Prosperre Dzali (Consultant OMI)	Aspects déterminants dans la gestion des incidents transfrontaliers	Stephane Grenon (Consultant OMI)
15:30 - 16:00	Briefing des Contrôleurs et Roleplayers de l'Exercice Bilatéral	Prosperre Dzali (Consultant OMI)	Briefing des Contrôleurs et Roleplayers de l'Exercice Bilatéral	Stephane Grenon (Consultant OMI)

	CONGO		GABON	
	ACTIVITES	RESPONSABLE	ACTIVITES	RESPONSABLE
15 septembre 2015				
09:00 - 12:00	Exercice Bilatéral Congo-Gabon	Tous les participants	Exercice Bilatéral Congo-Gabon	Tous les participants
12:00 - 14:00	Pause Déjeuner		Pause Déjeuner	
14:00 - 15:30	Débriefing de l'Exercice Bilatéral Congo-Gabon	Tous les participants	Débriefing de l'Exercice Bilatéral Congo-Gabon	Tous les participants
15:30 - 17:00	Adoption des Recommandations de l'Exercice Bilatéral Congo- Gabon	Tous les participants	Adoption des Recommandations de l'Exercice Bilatéral Congo- Gabon	Tous les participants
17:00	Fin de l'Atelier		Fin de l'Atelier	

Annexe 2 - Liste des participants

N°	NOMS ET PRÉNOMS	ADMINISTRATION	TÉLÉPHONE	E-MAIL
1	CF OLINGO Yves-Désiré	MARINE NATIONALE	06 55 69 78 07 35 15 26	yolyves@yahoo.fr
2	FAURE François Edgard	CENTRE NATIONAL DES DONNEES ET DE L'INFORMATION OCEANOGRAPHIQUE (CNDIO) - CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE (CENAREST)	07 53 65 15	faured@yahoo.fr
3	MOUNGANGA Magloir – Désiré	AGENCE NATIONALE DES PARCS NATIONAUX	07 52 69 73	magdesir@yahoo.fr
4	N'NANG AKUE Georges Axel	OFFICE DES PORTS ET RADES DU GABON (OPRAG)	03 23 74 63	capitainerie-owendo.oprag@yahoo.fr
5	N'NANG NZE Alexis	DIRECTION GENERALE DES ECOSYSTEMES AQUATIQUES (DGEA)	07 94 89 44	
6	NDOUTOUME ESSONE François (Préfet du KOMO Océan)	GOUVERNORAT	07 91 07 21	françoisndoutoume-essone@yahoo.fr
7	ANDJOUOMO Lysiane Georgette	DIRECTION GÉNÉRALE DES DOUANES	06 19 42 72	lysegeo@yahoo.fr
8	BWANGA BWA MBOYE Edith-Audrey	DIRECTION GENERALE DU DROIT DE LA MER	07 52 54 10	bedithaudrey@yahoo.com
9	FOUDOU Nadège épouse VOUMA	DIRECTION GÉNÉRALE DE LA PROTECTION CIVILE	06 24 03 01	nadegefoudou@gmail.com



10	KOUMBA MABERT Brice	CNDIO / CENAREST	04 33 97 77	koumbamabertb@gmail.com
11	LOUMBY MPIGA Rosine	DIRECTION GÉNÉRALE DE LA PROTECTION CIVILE	06 07 73 36	rosineloumbypiga@yahoo.fr
12	MAGANGA Christelle	DIRECTION GÉNÉRALE DES HYDROCARBURES	07 36 16 94	chrismag2306@yahoo.fr
13	MAMELANGOUE Irma Praxède	DIRECTION GÉNÉRALE DES HYDROCARBURES	02 00 42 54	mamelangoue25@yahoo.fr
14	MBENGA OBIANG Marie-Jocelyne	DIRECTION GÉNÉRALE DU DROIT DE LA MER	06 78 52 92	Josselyne_obiang@yahoo.fr
15	MBOUMBA IBINDA Amal J.M	DIRECTEUR ADJOINT DE LA RÉGLEMENTATION / MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION	02 24 52 93	mboumba.ibinda@gmail.com
16	MOUYALOU Vivino Max Thierry	CNDIO / CENAREST	07 67 29 84	vivinomax2@yahoo.fr
17	OTOUNGA SOUNA Hermine	DGA DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMMUNICATION	07 84 01 90	herminesouna@yahoo.fr
18	SINDZI SOMBANGOYE Prudence	DIRECTION GÉNÉRALE DE LA MARINE MARCHANDE	06 20 82 16	prudencesindzi@yahoo.fr
19	SOUNDA Patrick	DIRECTION GÉNÉRALE DE LA MARINE MARCHANDE	07 58 80 22	patsounda@yahoo.fr
20	EWANDZI Marie – Clara	DIRECTION GÉNÉRALE DE LA DOCUMENTATION ET DE L'IMMIGRATION	06 24 62 52	kaminas27@yahoo.fr
21	BIBANG EYA Roger Boris	DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA PROTECTION DE LA NATURE (DGEPN)	05 22 27 85	bibangeya@yahoo.fr



22	ADA EDOU Mijola Joana	DGEPN	06 64 72 76	adamijola@yahoo.fr
23	ENGOUROU Prisca	DGEPN	02 69 12 27	priscamarielle@yahoo.fr
24	OKOUBOUGA AKAMA Grace Odiele	DGEPN	02 31 60 56	graceokoubouga@live.fr
25	BIBALOU Ardent D.	DGEPN	04 26 03 61	
26	OKE MENDOME Fabrice	DGEPN	07 77 14 78	
27	ALLOGHO Jean François	DGEPN	07 18 18 73	allux-jf@yahoo.fr
28	ENDAM'NE Edouard	DGEPN	07 59 29 19	
29	MADOUNGOU NDJEUNDA Guy Merlo	CENAREST	04 17 70 20	madoungoumerlo@yahoo.fr
30	EBOBOLA TSIBAH Louis Léandre	DGEPN	06 23 31 10	dgegabon@yahoo.fr
31	BLAIS Chloé	GIWACAF	+44 75 8503 8529	cblais@imo.org
32	MBINIGA Albert	T.P	06 23 62 56/07 41 41 85	albertmbiniga@yahoo.fr
33	EDZOME Guy Constant	T.P	07 48 56 51	
34	NGUEMA NGUEMA Sosthène	RAINFOREST	07 44 85 81	sequen07@yahoo.fr
35	GI MIKALA BOUTAMBA Denis	FORCES DE POLICE NATIONALE (F.P.N)	06 10 04 60 / 07 37 08 22	dbmikala@yahoo.fr
36	MBANZA Rodrigue	F.P.N	04 84 84 60	mbanga53@gmail.com
37	MOUKAGA MOUKAGA J.D	F.P.N	07 28 83 86	evingmoukaga@yahoo.fr



38	MBEMBO MADOUNGOU Pierre	F.P.N	07 16 30 80	
39	LEKOU MBA NGNAMANKALA Jean Noël	F.P.N	06 51 18 78	jeannoelkoumba@gmail.com
40	OBOUNA OLOUO Maguy	MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES	06 41 07 06	maguyolouo@yahoo.fr
41	ESSANDONE ONDO Thyerno	MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES	04 14 06 03	thyerno@yahoo.fr
42	ISSEMBE Edgar Didier	MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES	05 55 01 79	edisseed@yahoo.fr
43	MAKAYA IKAPI Gabriel	VAALCO	07 94 83 89	gihapi@vaalco.com
44	MBOUMBA MOUNDOUNGA.G	MAUREL ET PROM	04 65 30 31	gmboumba@gabonmp.com
45	RAINEY Hugo	GABON BLEU / WCS	07 15 53 87	hrainey@wcs.org
46	ONANGA Hervé	TOTAL GABON	05 73 83 85	herve.onanga@total.com
47	REIBIENOT Idriss	PERENCO	07 34 72 02	ireibienot@ga.perenco.com
48	ONOUVIET ép. LENDIRA Paule Dalhia	DOUANES GABONAISES	07 15 27 27 68 / 06 05 00 45	onouly1@gmail.com
49	BOUTOTO Guy Martial	DOUANES GABONAISES	06 29 91 48 / 07 48 85 66	bguymartial@gmail.com
50	KOUMBA Michel Stéphane	F.P.N	07 24 09 24	michelstephanekoumba@gmail.com
51	BOUSSENGUI Julie	DGEA	03 15 78 79 / 02 13 26 19	jboussengui@yahoo.fr
52	GRENON Stéphane	CONSULTANT OMI		stephane.grenon@triox.ca



53	TSOUMBA Anita .J	L'UNION	07 49 59 66	tsoumbaanitaj@yahoo.fr
54	EKOMI N'NAH Aristide	DGEPN	07 37 10 28 / 06 49 39 99	aekomina2013@hotmail.fr
55	BIGNUMBA MOMBO Franck	DIRECTION GENERALE DES PECHES ET DE L'AQUACULTURE (DGPA)	07 12 81 55 06 97 30 69	Fbignumba@yahoo.fr
56	BOUTAMBA DIBIMBA J.P.	GOUVERNORAT ESTUAIRE	07 79 18 60	boutambajeandpierre@gmail.fr
57	NZASSY KOKO Dieudonné	DOUANES GABONAISES	07 35 47 56	kokodieudonne@yahoo.fr
58	GONDJOUT Zita Leslie	MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION	05 09 15 29	zita.leslygondjout@gmail.com
59	ANGOUE Joël Armand	MARINE MARCHANDE	06 73 33 23	joelarmand2002@yahoo.fr
60	ALLO'O ALLO'O Serge Molly	CENTRE NATIONAL ANTI-POLLUTION (CNAP)	07 70 85 28	sergemolly14@gmail.com
61	GNAMBAULT-FAYETTE R.	OPRAG	06 88 81 05	renegnambault@gmail.com
68	MAKAYA Gabriel	VAALCO	07 94 83 89	gikapi@yahoo.fr
75	Guy Martial BOUTOTO	DOUANES GABONAISES	07 48 85 66 06 29 91 48	bguymartial@gmail.com
76	NZASSY KOKO Dieudonné	DOUANES GABONAISES	07 35 47 56 06 06 13 07	kokodieudonné@yahoo.fr
77	EDZOME Guy Constant	EXPERT BÂTIMENT GÉNIE-CIVIL	07 48 56 51	
78	SACHA PINDI	JOURNALISTE GABON TELEVISION	04 78 94 50	sachapindi@yahoo.com
79	MBA Albert Bernard	RADIO FM92	06 75 83 45	



Annexe 3 – Discours d’ouverture de la représentante de l’OMI

Mon Général,

Madame et Messieurs les Directeurs Généraux,

Mesdames et Messieurs les participants,

C'est pour moi un honneur de prendre la parole à l'ouverture de ce premier exercice bilatéral entre le Gabon et le Congo pour tester la communication en cas de déversement transfrontalier d'hydrocarbures. Comme vous le savez très certainement, cette activité organisée par les autorités de la République du Gabon bénéficie de l'appui technique et financier de l'OMI, l'Organisation Maritime Internationale et de l'IPIECA, l'association mondiale d'études des questions environnementales et sociales du secteur pétrolier. Cet appui se fait dans le cadre de l'Initiative Mondiale pour l'Afrique Occidentale, Centrale et Australe (Projet GI WACAF).

Lancé en 2006, le Projet GI WACAF a pour mission de renforcer la capacité de 22 pays d'Afrique Occidentale, Centrale et Australe à se préparer et à répondre aux déversements d'hydrocarbures. Depuis son instauration, des progrès significatifs ont été constatés dans l'amélioration des capacités de lutte contre les déversements, tant par la mise en œuvre des Plans Nationaux d'Intervention d'Urgence, le développement des cartes de sensibilités ou encore la réalisation d'exercices de lutte.

L'activité qui nous réunit aujourd'hui constitue une étape majeure dans le projet GI WACAF et dans la préparation à la lutte dans la région. Il s'agit en effet du second exercice sur table entre deux pays voisins, après un pilote organisé entre le Cameroun et le Nigéria en mars 2015. Les questions de coopération transfrontalières sont hautement importantes et ont d'ailleurs été identifiées par nos points focaux comme une priorité pour le programme de travail du GI WACAF. Nous espérons donc être en mesure de répliquer ce type d'exercice dans d'autres pays de la région en 2016.

C'est en cela que je vous adresse, au nom de M. Koji Sekimizu, Secrétaire général de l'OMI, et de M. Brian Sullivan, Secrétaire Exécutif de l'IPIECA, nos remerciements les plus sincères à tous ceux qui ont aidé à la préparation de cet important atelier et particulièrement aux autorités de la République du Gabon.

C'est par ces mots que je voudrais conclure, Mesdames et Messieurs, mais non sans avoir exprimé, mes vœux les plus chaleureux de succès dans les travaux de ces 2 jours. Je vous remercie de votre aimable attention.

Annexe 4 – Questionnaire d'évaluation

QUESTIONNAIRE D'ÉVALUATION

Exercice bilatéral entre le Gabon et le Congo pour tester les moyens de communication en cas d'un déversement transfrontalier d'hydrocarbures
Libreville, Gabon, 14-15 septembre 2015

Dispositions avant l'activité

- 1 Avez-vous reçu l'invitation en temps utile ? Oui Non
- 2 Avez-vous reçu les renseignements ci-après sur la réunion avant votre participation à celle-ci ?
- objectif et portée Oui Non
 - domaines et programme couverts Oui Non
- 3 Les instructions concernant les aspects suivants étaient-elles claires et faciles à comprendre ?
- profil requis du participant Oui Non
 - formulaire de candidature à remplir et à remettre Oui Non
- 4 Avez-vous reçu des renseignements d'ordre logistique sur :
- le lieu Oui Non
 - le voyage Oui Non s.o.
 - le per diem Oui Non s.o.
 - le logement Oui Non s.o.
- 5 Vous a-t-on confié une tâche en prévision de la réunion, dans l'affirmative, était-elle utile ? Oui Non s.o.

Pendant l'activité

- 6 La durée de la réunion était-elle (*cocher la case appropriée*)
1) trop longue 2) adéquate 3) trop courte
pour couvrir entièrement les thèmes retenus ?
- 7 Veuillez évaluer la réunion en fonction des aspects suivants (*cocher une case par rubrique*)
- | | excellent | très satisfaisant | satisfaisant | médiocre |
|---------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|
| Lieu | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| Installations | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| Équipement | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
- 8 Que pensez-vous des aspects ci-après de la documentation fournie (*cocher une case par rubrique*)
- | | excellent | bon | satisfaisant | médiocre |
|-----------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|
| Présentation | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| Clarté | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| Contenu technique | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| Couverture des sujets | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| Exhaustivité | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
- 9 Que pensez-vous des aspects ci-après des présentations (*cocher une case par rubrique*)
- | | excellent | bon | satisfaisant | médiocre |
|-------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|
| Conception et structure | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| Clarté | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |

Contenu technique	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Couverture des sujets	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
10	Que pensez-vous de l'utilisation des éléments ci-après :				
	excellent	bon	satisfaisant	médiocre	
Matériel didactique	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Documents de référence de l'OMI	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Autres ressources	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Activités pratiques ou de groupe	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	s.o.
<input type="checkbox"/>					
Excursions	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	s.o.
<input type="checkbox"/>					

À la fin de l'activité

11	Veuillez évaluer la performance de chaque conférencier en fonction des éléments suivants (veuillez cocher une case par rubrique)				
	Nom du conférencier	excellent	bon	satisfaisant	médiocre
.1	Stéphane Grenon				
	contenu de l'exposé	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	présentation	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	capacité de transfert des connaissances	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	efficacité avec laquelle le conférencier :				
	• a répondu aux questions	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	• a proposé des solutions aux problèmes	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
12	Veuillez indiquer les sujets qui étaient les plus intéressants et les plus pertinents pour vous ?				

13	Faudrait-il ajouter d'autres sujets ?		Oui	<input type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>
	Dans l'affirmative, lesquels :				

14	Estimez-vous que la réunion a atteint son objectif ?		Oui	<input type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>
15	Pensez-vous utiliser les connaissances que vous avez acquises sur votre lieu de travail ?		Oui	<input type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>
16	Aurez-vous la possibilité de transmettre les connaissances que vous avez acquises à vos collègues sur votre lieu de travail ?		Oui	<input type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>

Observations :

Nous vous remercions d'avoir pris le temps de remplir ce questionnaire d'évaluation. Les données que vous nous avez fournies sont importantes et aideront l'OMI à déterminer le succès et l'impact de l'activité.



Annexe 5 – Photos

